

**L'hon. Paul Hellyer (Trinity):** Le premier ministre n'a-t-il pas demandé à ses collègues de s'abstenir de pratiquer activement le droit et d'accepter des honoraires, tout comme il leur a interdit d'assumer des postes d'administrateurs?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je crois me rappeler que la Chambre était saisie de cette question lorsque l'honorable représentant était ministre...

**L'hon. M. Hellyer:** Le premier ministre voudrait-il se contenter de répondre à la question?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Ne vous échauffez pas.

**L'hon. M. Hellyer:** Faites-nous grâce du discours.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** A l'époque...

**L'hon. M. Hellyer:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le premier ministre n'a certes pas le droit de nous servir un discours en guise de réponse à une question.

**M. l'Orateur:** Tous les députés reconnaissent, je pense, qu'on ne saurait amorcer un débat à cette étape-ci de la séance. Nous devons nous en tenir à des questions et à des renseignements portant sur des données réelles.

**L'hon. M. Hellyer:** Le premier ministre aurait-il l'obligeance de répondre à la question, qui est très simple, et de nous dire s'il a demandé à ses collègues de s'abstenir de pratiquer activement le droit et d'accepter des honoraires?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Le député n'a pas voulu accepter la réponse que j'étais sur le point de lui faire. Je ne veux pas continuer dans cette voie, car il me semble avoir une arrière-pensée. J'estime donc que l'affaire doit en rester là.

(Texte)

LAISSEZ-PASSER DE NOS CHEMINS DE FER AUX DÉPENDANTS DES DÉPUTÉS

**M. Alfred Belzile (Matapédia-Matane):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre des Transports. Pourrait-il informer la Chambre si les épouses et les dépendants des députés pourront bénéficier de laissez-passer sur les trains de voyageurs des compagnies de chemins de fer Nationaux, après le 30 juin 1961?

**L'hon. Léon Balcer (ministre des Transports):** Monsieur le président, à la suite de plusieurs demandes de la part de mes collègues de la Chambre des communes, j'ai communiqué avec les présidents des deux principaux chemins de fer et ils m'ont assuré

que leur compagnie continuerait d'émettre des laissez-passer pour les épouses et les dépendants des députés de la Chambre, jusqu'à un mois après la fin de la session.

(Traduction)

## LE BUDGET

ON AUGMENTERAIT LE PRIX DU PAIN

A l'appel de l'ordre du jour.

**Mlle Judy V. LaMarsh (Niagara-Falls):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Étant donné que, pour le Canada, l'un des premiers résultats et avantages du budget de mardi sera de faire monter le prix du pain pour tous les Canadiens, comme l'annonce dans les journaux, de ce matin M. Joseph Conrad, président de la *General Bakeries Limited*, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il va maintenant dire aux gens de manger de la galette?

**L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas saisi les derniers mots de la question de l'honorable représentante.

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Je ne permettrai pas à l'honorable représentante de répéter sa question, car elle ne s'inspirait pas du désir de se renseigner, au sens ordinaire du terme, mais cherchait plutôt à exposer un point de vue.

CONSULTATION AVEC LE FONDS MONÉTAIRE AU SUJET DU TAUX DU CHANGE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. M. Benidickson (Kenora-Rainy-River):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si des consultations ont eu lieu avec les administrateurs du Fonds monétaire international, avant la présentation du budget, au sujet des mesures que le Canada entend prendre à l'égard du taux du change sur le dollar canadien?

**L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le représentant du Canada au conseil exécutif du Fonds monétaire international, M. Rasminsky, qui est en même temps sous-gouverneur de la Banque du Canada, était à Washington mardi et mercredi de cette semaine. Je crois qu'il a eu des entretiens officieux avec M. Per Jacobson, directeur du Fonds monétaire international, et peut-être aussi avec quelques autres membres du conseil exécutif qui se trouvaient là, afin de les informer de la nature des propositions que renferme le budget.